

LE LIBERALISME CONTRE LA POLITIQUE

La récente loi d'habilitation économique et sociale est pour M. Yvan BLOT (1) un texte "de portée historique" qui marque la rupture tant attendue avec l'ordre ancien. En disciple de HAYEK, il y voit un coup décisif porté contre le mal suprême appelé "constructivisme". Le "constructivisme", c'est la prétention des citoyens à vouloir préparer l'avenir, planifier, organiser, maîtriser le cours des choses. Les idéologues libéraux assurent qu'il s'agit là d'une prétention folle, induite, qui engendre inéluctablement, au mieux, l'impuissance, au pire, la catastrophe totalitaire.

Il y a dans le recours constant des membres de l'actuelle majorité à ce prêt-à-penser néo-libéral une double imposture.

La première imposture consiste à présenter un discours qui, dans son essence, est une contestation de la démocratie représentative comme un progrès pour les libertés. Car tout projet politique est, par nature, "constructiviste". Quand M. LEPAGE écrit que "l'attitude libérale consiste à laisser la société fonctionner naturellement" (2), il présuppose que la politique est une perturbation du jeu social naturel, dont le marché serait l'expression. M. MADELIN allait dans le même sens quand il écrivait l'année dernière dans une série d'articles intitulés : "Pour comprendre et aimer le libéralisme" : "Le marché est la seule méthode qui permette aux individus d'exprimer véritablement leur préférence" (3), ou encore : "Le marché libre est une forme supérieure de démocratie" (4).

Dans une telle conception, le citoyen cède la place au consommateur, convié à s'exprimer sur le plus grand nombre de sujets possible dans le cadre du "référendum permanent" que constitue le marché. Ce qui justifie l'urgence de la privatisation maximale. Dans un tel système, le rôle de la "démocratie politique" est explicitement présenté comme résiduel, au nom du paradoxe d'ARROW selon lequel "une décision politique rationnelle ne peut être issue d'un processus de vote". Ce libéralisme-là est une négation de l'acte politique lui-même, en vertu de l'idée naïve selon laquelle le marché établirait naturellement la répartition optimale des pouvoirs et des richesses (alors que le marché est, lui aussi, un produit et une construction).

En ce sens, il n'y a pas une "politique libérale" comme il y a une politique socialiste ou social-démocrate. L'orthodoxie libérale aboutit à la non-politique et à la négation du citoyen. Mais la non-politique est encore une politique : celle du plus fort. Figure emblématique de ce système, M. MADELIN s'auto-proclame ministre de la non-politique industrielle et oscille entre l'interventionnisme (contraire à sa théorie) et sa théorie (contraire à sa fonction)

On s'est parfois demandé pourquoi les mêmes hommes, et notamment les amis de M. LEOTARD, étaient si rapidement passés, dans leur histoire personnelle, de l'ultra-droite à l'ultra-libéralisme. La réponse est simple : ces deux conceptions - et ces deux époques - se rejoignent dans la même défiance à l'égard de la démocratie représentative. Le Club de l'Horloge fut le lieu de passage de l'une à l'autre.

Seconde imposture, corrolaire de la précédente : le discours libéral cohabite constamment avec une pratique autoritaire qui le contredit chaque jour. De l'application répétitive de l'article 49.3 aux admonestations adressées aux journalistes en passant par l'arsenal sécuritaire et le projet de loi sur l'autorisation administrative de licenciement, qui porte un rude coup à la négociation et à la politique contractuelle... on n'aura jamais vu autant d'autoritarisme et aussi peu de libéralisme. Les procédures de privatisation prévues sont un chef-d'oeuvre d'étatisme. En bref, ce gouvernement évite soigneusement les méthodes libérales pour mettre en oeuvre son libéralisme. Ses thuriféraires justifient ce comportement par des contorsions dialectiques qui rappellent la défunte dictature du prolétariat, en expliquant que ce surcroît d'étatisme, temporaire et inévitable, produira demain un surcroît de libéralisme. Ce qui est, bien sûr, absurde.

On peut trouver des explications psychologiques à cette contradiction : Mme M.F. GARAUD nous avait prévenus qu'"un homme politique qui viendrait nous dire : "je serai un premier ministre libéral" serait un hypocrite, un inconscient ou un incapable, parce que sa fonction de premier ministre sera de diriger" (5). Mais, plus profondément, cette contradiction est constitutive de la politique de M. CHIRAC elle-même. Dans le domaine de l'économie, comme dans celui du droit du travail, de l'audio-visuel ou des universités, la fonction idéologique du prêt-à-penser libéral est extrêmement précise : elle tend à présenter comme un progrès des libertés pour tous ce qui est, en fait, la mise en oeuvre plutôt autoritariste de mesures visant à satisfaire une clientèle électorale. Ce en quoi il y a imposture.

Jean-Pierre SUEUR
Député du Loiret

- (1) - Le Monde, 31 Mai 1986
- (2) - "Demain le libéralisme", p. 82
- (3) - Le Figaro Magazine, 5 Avril 1985
- (4) - Le Figaro Magazine, 8 Juin 1985
- (5) - Le Figaro Magazine, 23 Février 1985